

## Faits saillants de la COP 15 de la CNULCD : Mardi 17 mai 2022

Se concentrant sur le potentiel de l'agro-écologie à contribuer au changement climatique et à l'atténuation de la sécheresse, des représentants d'organisations de la société civile (OSC) ont participé à un deuxième dialogue ouvert lors de la 15e session de la Conférence des Parties (COP 15) à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD). Parmi les solutions mises en avant figurent la sécurisation foncière, notamment pour les femmes, et l'intégration de l'agro-écologie dans le programme de travail de l'Interface Science-Politique (ISP).

L'après-midi, le Comité chargé de l'examen de la mise en application de la Convention (CEMAC) s'est réuni à nouveau pour examiner les articles de l'ordre du jour portant sur la sécurisation d'investissements supplémentaires et sur les relations avec les mécanismes financiers. Les délégués ont entendu des rapports du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur le financement des programmes et projets concernant la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS). Des groupes de contact sur le budget et sur les questions diverses se sont réunis tout au long de la journée.

### La Conférence des Parties

**Inclusion des activités des organisations de la société civile dans le programme de travail officiel de la Conférence des Parties : Sessions de dialogue ouvert : Approches agroécologiques et pratiques agricoles régénératives comme solution à un changement transformateur positif, atteindre la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) :** Le président de la CdP 15, Alain-Richard Donwahi, a modéré la séance. Le Secrétariat a présenté les principales conclusions et recommandations sur les systèmes de production alimentaire figurant dans le deuxième Global Land Outlook (GLO2), notant que les systèmes alimentaires transformés pourraient fournir un tiers de l'atténuation climatique nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Soulignant que 1% des « agriculteurs » contrôlent 80% des terres agricoles à travers la consolidation des entreprises, à l'insécurité foncière et à l'absence de droits de succession et de propriété des femmes, le Secrétariat a encouragé le soutien aux exploitations familiales et aux pratiques agro-écologiques.

Alpha Kane, Environmental Development Action in the Third World (ENDA), a fait observer que l'industrialisation de l'agriculture augmente la vulnérabilité du système, tandis que l'agro-écologie atténue la dégradation des terres et la perte de biodiversité. Il a appelé à : intégrer l'agro-écologie dans le programme de travail de l'ISP SPI ; accroître les possibilités d'entrepreneuriat agricole ; et la promotion d'approches agro-écologiques holistiques pour renforcer la résilience climatique, en utilisant des espèces locales et en partageant les résultats de la recherche pour améliorer la fertilité des sols.

Pablo Motta, Misión Verde Amazonia, a partagé des pratiques agro-écologiques régionales d'Antigua-et-Barbuda, du Pérou, du

Brésil, de Colombie et du Mexique, notamment : la réhabilitation d'anciens réservoirs d'eau ; la protection de la flore et de la faune amazoniennes ; l'intégration de la sylviculture et du sylvo-pâturage ; et le soutien de l'élevage régénératif. Il a noté que bien que les étapes franchies soient importantes, il reste encore un long chemin à parcourir pour assurer la souveraineté alimentaire, l'équité, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale.

Tom Derr, EcoAgriculturePartners, a présenté l'initiative «1000 paysages pour 1 milliard de personnes» (1000P), menée par des dizaines d'OSC dans le monde pour faciliter les approches paysagères intégrées. Il a souligné ses activités pour : collecter et accéder aux données de manière plus transparente ; renforcer la capacité des OSC, des gouvernements et des acteurs locaux à mettre en œuvre une gestion intégrée du paysage (GIP) et des approches hautement inclusives ; réorienter les flux financiers des projets cloisonnés vers des portefeuilles intégrés ; et édifier une communauté mondiale de bailleurs de fonds pour les partenariats paysagers.

Présentant une synthèse des interventions, Yousra Abourabi, Agrisud, a souligné la diversité des pratiques agro-écologiques et leur rôle dans le renforcement de la résilience et la lutte contre les DDTS. Elle a déclaré que de nombreuses idées et préjugés liés à l'agro-écologie peuvent être inversés en examinant de telles initiatives dans toutes les régions, et a souligné la nécessité d'un soutien aux niveaux national et international.

Au cours du débat qui a suivi, de nombreux participants ont exprimé leur appréciation pour le travail crucial accompli par les OSC, en particulier au sein des communautés vulnérables et celles engagées dans la GIP. L'UE a appelé à une inclusion plus systémique des OSC dans tous les organes de la Convention, y compris l'accès aux réunions à huis clos. Le délégué a qualifié les approches agro-écologiques d'éléments importants d'une transformation durable du système alimentaire, remerciant les OSC de l'avoir mise à l'ordre du jour, et a souhaité en apprendre davantage sur la façon dont les questions foncières sont intégrées dans leurs projets.

Soulignant que «nous ne pouvons pas continuer à faire la même chose en espérant des résultats différents», l'ARGENTINE a souligné la nécessité de passer à de nouvelles formes de production et de consommation, et que l'agro-écologie fournit un outil pour aider à cela. Faisant état des difficultés rencontrées au niveau de la mise en œuvre, le délégué a souhaité savoir quelles politiques pourraient être élaborées pour promouvoir de telles pratiques.

L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique (ASAF) et le Réseau africain pour la biodiversité ont souligné les antécédents éprouvés et la supériorité de l'agro-écologie dans la réalisation de la résilience et de la sécurité alimentaire, et ont demandé un soutien politique clair permettant l'adoption d'approches agro-écologiques, mettant en exergue la contribution de ces dernières à la diversité biologique et culturelle.

Au cours du débat, WeCaN, une initiative de la FAO, a parlé de la valeur du rôle des femmes dans l'agro-écologie, en insistant sur la nécessité de droits fonciers et de renforcement des capacités des femmes.

Parmi d'autres interventions : la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a parlé des impacts de l'adoption de l'agro-écologie sur la santé ; eSWATINI a parlé des systèmes alimentaires durables pour faire face à l'augmentation des populations et des demandes alimentaires ; Both ENDS a cité des exemples concrets de soutien reçu et de besoins de financement pour intensifier les initiatives ; et Colegio de Ingenieria Agronómica de Santiago del Estero (CIASE) a évoqué les défis rencontrés lors de la mise à l'échelle des initiatives, à la fois en nombre de communautés engagées et en hectares de terres.

Le BURUNDI a partagé les efforts nationaux pour soutenir la restauration des terres et a appelé à des partenariats. Le BURKINA FASO a partagé ses efforts pour intégrer la sensibilisation à l'agro-écologie et pour travailler avec des partenaires d'action en vue d'atteindre des objectifs volontaires, appelant à 2,7 milliards de dollars «pour étoffer nos plans».

L'Action pour le développement du Sahel (ADESA), avec le SÉNÉGAL, a convenu de l'importance d'impliquer les jeunes enfants à travers l'éducation. La FAO a salué la pensée holistique et systémique pour relever les défis interdépendants, citant le document de la FAO sur les 10 éléments de l'agro-écologie.

Répondant aux questions, Derr a réitéré que la GIP est une solution prometteuse aux défis croisés et transversaux, soulignant que des droits fonciers équitables sont primordiaux pour établir des partenariats paysagers nécessaires à la mise en œuvre de la GIP.

Motta a parlé des cinq programmes universitaires colombiens en agro-ingénierie comme étant un moyen d'augmenter le capital humain. Le Centre pour le développement durable et l'environnement (CENESTA) a mis l'accent sur la sécurité des droits fonciers pour prévenir la dégradation des sols, et a appelé à un soutien politique pour accroître les investissements fiables dans les initiatives locales et innovantes.

Soulignant la valeur des cultures régénératives dans l'amélioration de la gestion durable des terres (GDT) et de la productivité des cultures, l'ARGENTINE a félicité la Convention d'avoir permis aux OSC «d'avoir un siège à la table» et a déclaré que les organisations locales sont les gardiennes de la terre.

Répondant aux questions de la salle, Kane a exhorté l'introduction de l'agro-écologie dans l'éducation environnementale au niveau de l'école primaire et l'inclusion du régime foncier pour les femmes, sans lesquelles la mise à l'échelle d'initiatives réussies serait impossible.

L'INDE a appelé à quantifier tous les travaux antérieurs des OSC sur la restauration des terres et sur les DDTS, et à diffuser les informations permettant de déterminer quelles organisations réussissent, comment elles sont financées et comment elles peuvent être soutenues. Le délégué a affirmé que les OSC ont fourni le lien fondamental pour faire progresser la GDT et la restauration des terres à tous les niveaux.

### **Le Comité d'examen de la mise en application de la Convention**

Le CEMAC s'est réuni de nouveau dans l'après-midi, le président Andrew Bishop ouvrant la quatrième réunion.

**Obtention d'investissements supplémentaires et relations avec les mécanismes financiers : Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur le financement des programmes et projets concernant la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse** : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(20)/4 et ICCD/CRIC (20)/10).

Ulrich Apel, FEM, précisant que le rapport couvrait la période de juillet 2019 à décembre 2021, a souligné les avancées substantielles réalisées dans le domaine d'intervention du FEM sur la dégradation des terres (DIDT) ; les évolutions de la programmation ; et les résultats attendus du portefeuille. Il a souligné que 715,58 millions de dollars, qui ont mobilisé 5 270,69 millions de dollars de cofinancement, avaient été approuvés par le DIDT et prévoyait une augmentation de 26 % du financement du DIDT lors de la huitième reconstitution du FEM (FEM-8).

La CHINE a suggéré une coordination directe avec les points focaux nationaux de la CNULCD et l'INDE a estimé que le financement du FEM n'est pas équilibré entre les Conventions de Rio, faisant écho à la suggestion de la CHINE de canaliser le financement à travers les points focaux nationaux.

La SYRIE a déploré le manque d'assistance financière de la part du FEM depuis 2012, déclarant qu'il existe de nombreux projets nécessitant un soutien.

L'UE a appelé à la poursuite des synergies avec d'autres mécanismes financiers, tels que le Fonds pour la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), et à l'exploration de partenariats avec le secteur privé et de financements innovants.

L'ARGENTINE a souhaité savoir si la sécheresse pouvait être traitée par des dispositions similaires à celles des projets Parapluie pendant la FEM-8. Le Sénégal, au nom du GROUPE AFRICAIN, s'est demandé s'il pourrait y avoir un instrument financier dédié uniquement à la Convention, en coopération avec le FEM.

Apel a indiqué que le programme de soutien aux pays pourrait viser à améliorer la coordination entre les points focaux opérationnels et nationaux. Concernant la nécessité de se concentrer sur l'atténuation de la sécheresse et sur la planification, il a indiqué que la FEM-8 a élevé l'atténuation de la sécheresse à une cible du DIDT avec un objectif dédié.

**Rapport du Mécanisme mondial sur les progrès réalisés dans la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Convention** : Louise Baker, Mécanisme mondial (MM) de la CNULCD, a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(20)/5 et ICCD/CRIC(20)/dix).

Les Parties se sont félicitées des activités du MM telles que le partenariat pour l'élaboration de projets (PPP) et l'engagement du secteur privé. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a espéré que le PPP renforcera la NDT aux niveaux national, régional et mondial. Le BANGLADESH a souhaité une coopération et un soutien mondiaux efficaces.

L'UE a encouragé l'examen des fonds disponibles pour le renforcement des capacités et a soutenu le renforcement des partenariats pour résoudre les arriérés dans les projets, y compris ceux relatifs à la gestion des terres et à la résistance à la sécheresse. Le VENEZUELA a suggéré d'augmenter les investissements dans les réseaux de partage des connaissances et de renforcement des capacités pour la préparation à la sécheresse, et davantage de webinaires sur la sécheresse. CUBA a appelé à une «plus grande opérabilité» dans le financement pour mieux atteindre les objectifs de NDT et mieux lutter contre la sécheresse, faisant remarquer que « Nous devrions voir la disparition de la faim, pas de l'humanité ».

Le Secrétariat de la CDB a encouragé la connexion avec les points focaux nationaux pour la biodiversité dans la détermination des objectifs de NDT.

**Questions de procédure : Programme de travail de la vingt-et-unième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention** : Le Secrétariat a présenté le projet de décision figurant à la page 10 du document ICCD/CRIC(20)/10. N'observant aucune demande de parole, le Président a conclu l'examen de cet article de l'ordre du jour.

### **Dans les couloirs**

Certains délégués fatigués d'être restés assis sans pause dans des groupes de contact, toute la journée de samedi et jusque tard dans la soirée du lundi, ont pris le ferry-navette, mardi matin, pour profiter de quelques vues de la ville sur le chemin du Sofitel. Ils n'ont pas manqué de remarquer le patchwork de déchets plastiques qui jonchaient la lagune d'Ebrié lorsqu'ils sont montés à bord. Des délégués étaient en train de parler de la chaleur implacable des lieux, pensant aux conditions encore plus chaudes en Arabie saoudite, le pays hôte désigné pour la COP 16, lorsqu'un jet d'eau du lagon a mouillé les jambes de quelques uns d'entre eux. L'un s'est exclamé : « J'aurais aimé que la lagune soit propre ! »

Entrant dans le site et passant de la chaleur tropicale de 40°C à une climatisation de niveau arctique, les centaines de bouteilles en plastique posées sur les pupitres ont donné l'impression d'être une contradiction de plus entre les ambitions des discours et les pratiques sur le terrain.

Les éloges unanimes pour le travail des OSC et des organisations communautaires au cours de la séance de dialogue ouvert ont fait allusion à un certain niveau de prise de conscience de l'importance du niveau local pour parvenir à une véritable durabilité. Dans l'intervalle, ironiquement, toutes les négociations substantielles et politiques ont continué à se dérouler dans des groupes de contact clos, excluant les destinataires mêmes de ces éloges.